

**CONSEIL INTERNATIONAL DE LA PHILOSOPHIE ET DES SCIENCES HUMAINES
INTERNATIONAL COUNCIL FOR PHILOSOPHY AND HUMANISTIC STUDIES**

Unesco — 1, rue Miollis 75732 Paris Cedex 15
cipsh@unesco.org + 33.1.45682685
www.unesco.org/cipsh

Présidente : Madeline H. Caviness
Secrétaire général : Maurice Aymard

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
À LA XXVII^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CIPSH**

Pékin, Chine
17-18 novembre 2004

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations membres du Cipsh,

Lors de nos deux réunions précédentes, à Buenos Aires en 2000 et à Porto Novo en 2002, j'avais tenu à attirer votre attention sur un certain nombre de menaces qui pesaient sur l'avenir du Cipsh. Les données du dossier étaient claires à mes yeux dès 1998, quand vous m'aviez, lors de notre rencontre de Naples, confié, sur proposition de Jean Bingen, le secrétariat général du Cipsh : une responsabilité que j'avais longtemps hésité à accepter, car je savais que la direction de la Maison des Sciences de l'Homme ne me laisserait que peu de temps à consacrer à la gestion du Cipsh. Sur ce point, j'ai eu la chance, assez exceptionnelle, de bénéficier au cours de ces six années de l'aide constante, efficace et dévouée de Luca Scarantino : c'est grâce à son engagement personnel que j'ai pu faire face aux difficultés qui se sont multipliées sur sa route. Je souhaiterais donc que vous me réserviez vos critiques, et que vous lui témoigniez votre reconnaissance. Une reconnaissance d'autant plus grande que différents ennuis de santé m'ont contraint à réduire, au cours de ces deux dernières années, mes activités de manière assez sensible.

Je me contenterai de rappeler ici les termes des problèmes avec lesquels le Cipsh se trouve confronté depuis le milieu des années 1990, et qui n'ont cessé de s'aggraver au cours des dix dernières années. Ils tiennent aux rapports que nous entretenons avec l'Unesco. Le Cipsh, tout comme le Ciss, de quelques années son cadet, avait bénéficié depuis sa création de l'appui sans faille de l'Organisation internationale : un appui dont témoignaient aussi bien la place qu'elle réservait à ses initiatives que les moyens qu'elle lui accordait en termes de subventions récurrentes ou exceptionnelles et de

locaux. Ce soutien se justifiait aux yeux de l'Organisation internationale parce que l'action du Cipsh s'intégrait parfaitement dans la politique poursuivie par l'Unesco et que les organisations scientifiques qui le composaient constituaient à ses yeux autant de relais avec les communautés scientifiques sur lesquelles elle souhaitait s'appuyer.

Cette situation s'est trouvée progressivement mais profondément modifiée au cours des dix dernières années. L'Unesco a redéfini ses objectifs et affiché d'autres priorités : l'éducation pour tous, la lutte contre la pauvreté, les droits de l'homme, pour nous en tenir aux toutes dernières années. Par rapport à ces priorités, le Cipsh, ses organisations membres et la culture que nous incarnons apparaissent à beaucoup de responsables de l'Organisation, malgré tous nos efforts pour les convaincre du contraire, comme trop élitistes et peu adaptés pour les aider à atteindre les objectifs poursuivis. En même temps, la réduction sensible des moyens budgétaires de l'Organisation internationale a conduit celle-ci à remettre en cause sa politique de subvention et d'aide aux Organisations non gouvernementales qui coopèrent avec elle. Elles souhaite désormais que celles-ci soient réellement autonomes par rapport à elle, de façon à diminuer la part des financements récurrents qu'elle leur assure, et à conclure au contraire au coup par coup avec elles des accords ponctuels pour la réalisation d'objectifs particuliers. Une forte pression s'exerce de même au sein de l'Organisation contre l'hébergement gratuit dans ses locaux d'un certain nombre d'Ong, dont nous faisons patrie : le Cipsh, comme le Ciss, a dû accepter au cours des dernières années une réduction de 50% des surfaces mises à sa disposition.

Sur les conseils du nouveau Directeur général, qui avait accepté l'invitation que Madeline Caviness et moi-même lui avions adressée, nous avons donc pris contact avec les représentants des principaux secteurs de l'Unesco susceptibles d'être intéressés par notre capital scientifique, nos propositions et le soutien que nous pourrions apporter à leurs actions. Ces contacts ont commencé à porter leurs fruits, comme le montrent l'opération d'expertise qui nous a été confiée en 2003-2004 sur les projets concernant le patrimoine immatériel, opération qui a été conduite en association avec le Ciss et qui devrait être reconduite l'an prochain, ou les opérations conduites en liaison avec le programme des *Chemins de la pensée*, qui ont débouché sur des numéros spéciaux de *Diogène*. La participation aux Journées de la philosophie en 2002 et en 2003 ont également été des signes de l'appréciation dont jouit le Cipsh au sein de l'Organisation internationale. De telles actions montrent la direction dans laquelle nous devons aller : transformer le Cipsh d'Organisation assistée par l'Unesco, et dont les organisations membres seraient aidées par elle pour poursuivre leurs propres objectifs scientifiques, en une Organisation capable de mettre à la disposition de l'Unesco un potentiel scientifique susceptible d'être mobilisé pour aider celle-ci à

réaliser ses propres programmes. J'avais attiré votre attention, à Buenos Aires et à Porto Novo, sur le caractère indispensable d'une telle mutation. L'expérience des deux dernières années nous en a confirmé la nécessité. Elle n'est pas impossible à réaliser, mais exige du temps, des moyens, une disponibilité de tous, et un changement d'attitude vis-à-vis de l'Unesco. Or, pour les deux premiers, le temps et les moyens, nous souffrons d'une grave insuffisance : un secrétaire général occupé à plein temps par ailleurs, un secrétaire général adjoint à mi-temps, et une secrétaire qui, jusqu'à cette année, a travaillé à plein temps, mais dont nous allons nous voir contraints de réduire le temps de travail.

Dans l'immédiat, et en dehors des ressources complémentaires que la réalisation de ces opérations exceptionnelles ont permis de dégager à la marge, le Cipsh continue donc à dépendre pour l'essentiel, 90%, des subventions de l'Unesco. Les cotisations de nos organisations membres ne représentent que 10% de ses ressources régulières. Or, au cours des quatre dernières années, par suite de la très grave crise financière traversée par l'Organisation internationale, et dans le cadre des mesures de remise en ordre appliquées par le nouveau Directeur général, les subventions de l'Unesco n'ont cessé de se réduire, en dollars d'abord, monnaie dans laquelle elles sont comptabilisées, et dans laquelle nous vous reversons les aides promises, puis en euros, monnaie dans laquelle nous payons les salaires de notre personnel et nos charges de fonctionnement (téléphone, courrier, etc.).

La subvention principale destinée au Cipsh est ainsi passée de plus de 600,000 dollars en 1992 à 350,000 dollars pour les deux bienniums 1996-1997 et 1998-1999. Puis elle a été amputée de 20% pour le biennium 2000-2001 (280,000 dollars), puis une nouvelle fois de 20% encore pour tomber à 210,000 dollars pour les bienniums 2002-2003 et 2004-2005. Au cours des quatre dernières années, la subvention destinée à *Diogène*, et qui nous sert à payer (en euros) les frais de rédaction, les dépenses courantes et (en dollars) les aides aux éditions étrangères qui font partie de nos obligations contractuelles à l'égard de l'Unesco, a été diminuée dans les mêmes proportions. Or ce sont ces sommes, frappées d'une baisse en deux temps de l'ordre de 40% en dollars, qui se sont trouvées touchées, depuis deux ans, par la forte baisse (qui se poursuit aujourd'hui) du dollar par rapport à l'euro (elle aussi de l'ordre de 40%).

Notre situation financière est donc devenue intenable. Toutes les économies susceptibles d'être faites l'ont été : je pense en particulier à *Diogène*. Les PUF en assurent désormais la publication sans subvention de notre part, Sage a pris en charge également l'édition anglaise non seulement sans nous demander aucune participation de notre part, mais en nous reversant une contribution qui est venue abonder son

budget. L'édition espagnole est désormais assurée sans frais pour nous, sur le web, par l'Université de Córdoba. Mais il nous a fallu nous rendre à l'évidence : nos ressources financières sont devenues insuffisantes pour faire face aux frais de personnel du Cipsh et de *Diogène*, sans parler des aides que nous étions engagées à verser à certaines opérations scientifiques organisées par nos organisations membres. Et le Cipsh ne dispose d'aucune trésorerie propre, qui lui permettrait de faire face aux retards de paiement des subventions par l'Unesco, qui interviennent normalement en fin (et non en début) de semestre. D'où de nombreux retards dans ses paiements, et notamment dans ceux des subventions destinées au financement des opérations scientifiques des organisations membres. Mais les salaires, eux, ne peuvent pas être payés avec retard. Or nous ne pouvions plus y faire face.

Il nous a donc fallu prendre au cours des derniers mois des décisions douloureuses, que nous avons tout fait pour retarder, puis limiter, afin de réduire nos frais de personnel. Janet Arnulf a accepté une réduction, pour l'instant limitée à 20%, de ses heures de travail. Paola Costa Giovangigli a retenu la solution du licenciement économique, qui lui donne droit à des indemnités jusqu'à sa retraite. La mise en œuvre de ces mesures doit se faire dans le respect des procédures et des délais fixés par la législation française, et il nous faudra attendre plusieurs mois pour en enregistrer les effets. Il va donc nous falloir, parallèlement, revoir ensemble et le montant et le calendrier des aides que nous avons prévu de verser aux différentes opérations scientifiques que vous soutenez. Des décisions conservatoires ont été prises par le Bureau au cours des derniers mois. Des chiffres plus précis vont vous être présentés par notre Trésorière, qui nous soumettra ses propositions de budget pour les deux prochaines années. Ces propositions devront être discutées et le cas échéant modifiées par vous au cours de notre réunion.

Sans anticiper le débat, je me permets d'en rappeler les grandes lignes. Il nous faut distinguer le cas du Cipsh et celui de *Diogène*. Les deux reçoivent des subventions de l'Unesco qui sont devenues insuffisantes. Le Cipsh ne peut plus continuer à combler le déficit de *Diogène*, comme il l'a fait par le passé, même dans une proportion limitée. Il en est de même pour *Diogène*, qui vit dans des conditions trop difficiles pour dégager des excédents de fonctionnement susceptibles d'abonder le budget du Cipsh. Nous devons donc considérer que l'un comme l'autre doivent vivre sur leurs propres ressources, et voir s'il leur est possible de le faire.

Je commencerai par *Diogène*, revue pour laquelle une convention nous lie à l'Unesco, qui nous impose des obligations précises : publier la revue, et en réaliser au moins quatre éditions dans d'autres langues, et plus si possible. Si nous cessons de

nous acquitter de ces obligations, et si, notamment, nous renonçons à cette publication, la subvention qui lui est destinée sera purement et simplement supprimée. Le problème est donc un problème de tout ou rien. À l'heure actuelle, le budget de *Diogène* ajoute aux 110,000 dollars par biennium de l'Unesco, une subvention du CNL de 6,100 euros par an, et les *royalties* reversés par Sage : ce qui lui assure entre 60,000 et 65,000 euros par an pour vivre. De cette somme, il convient de déduire les subventions dues aux éditions en arabe et en chinois, les frais de fonctionnement et de rédaction. Restent 35,000 à 40,000 euros, pour lesquels la question est de savoir s'ils peuvent suffire à rémunérer le travail de rédaction qu'a assuré jusqu'ici Paola Costa Giovangigli. De la réponse à cette question dépendra notre capacité à dégager une solution qui nous permette d'en assurer la continuité. Car il n'y a pour moi aucun doute. Le Cipsh a la chance, que d'autres lui envient, d'avoir sa revue, internationalement connue, qui constitue la plus belle et la plus prestigieuse des cartes de visite, en même temps que la base d'accords avec différents secteurs de l'Unesco pour la réalisation de projets scientifiques dans lesquels le Cipsh se trouve impliqué, et qui sont suivis d'une publication. Je voudrais d'ailleurs saisir cette occasion pour remercier publiquement Paola Costa Giovangigli qui, depuis plus de dix ans, en a assuré la direction avec une efficacité et un dévouement en tous points remarquables. J'ai tenu à lui dire à quel point je regrettais la décision qu'il nous a fallu prendre sous contrainte à son sujet. J'espère que la direction qu'elle a fixée pourra être poursuivie.

Le Cipsh pose un problème différent. Les 105,000 dollars annuels de subvention qu'il reçoit chaque année de l'Unesco couvrent, sur la base du taux de change actuel, ses frais de fonctionnement et les rémunérations de Janet Arnulf et de Luca Scarantino, et nous laissent un léger excédent de 6,000 dollars. Encore dois-je noter que, quittant dans un mois la direction de la MSH, je ne pourrai pas continuer à faire prendre en charge par cette institution un certain nombre de frais de fonctionnement. Viennent s'ajouter, il est vrai, à ces 105,000 dollars, les produits de programmes de participation et les revenus que le Cipsh peut retirer de certains contrats. Le solde risque en tout état de cause de rester trop limité pour nous permettre de poursuivre la politique d'aides financières à un nombre significatif d'opérations scientifiques recommandées et organisées par les organisations membres, comme nous avons pu le faire par le passé. C'est sur ce point que se situent les décisions cruciales à prendre, celles qui conditionnent l'avenir du Cipsh et ses rapports avec ses membres.

Plus que jamais, et dans la mesure où nous sommes à la fois menacés et condamnés à évoluer, il nous faut travailler plus étroitement ensemble. L'accueil que nous réserve l'Académie des Sciences Sociales de Chine et le fait que le Cipsh et le Ciss

aient décidé de tenir à Pékin ensemble leurs assemblées générales statutaires constituent deux raison d'espérer dans l'avenir.

MAURICE AYMARD.